Extrait du Démocratie & Socialisme

http://www.democratie-socialisme.org

Le "NON" de gauche nourrit la lutte contre le CPE

TCE et Code du travail

- Social - CPE, CNE -

Date de mise en ligne : lundi 10 avril 2006

Démocratie & Socialisme

Cela se sent dans toutes les réunions à travers la France. Des milliers de gens y participent comme il y a tout juste un an, aux origines du débat contre la constitution ultra-libérale que l'on voulait alors nous imposer. De ville en ville, ils sont là, à nouveau, tous les soirs, attentifs, et prennent des notes sur les argumentaires les plus détaillés et minutieux en défense du droit du travail.

Ils ne se contentent pas d'approximations, ne veulent pas de phrases creuses, mais un discours construit, méticuleux, permettant de démonter toutes les allégations du gouvernement et des médias à sa solde.

Les points communs à toutes ces réunions, sont nombreux, que ce soit à Castelnaudary ou Quimper, à Montfort en Chalosse ou à Fontenay le Comte, à Rennes 1-Rennes 2 ou à Censier : il y a un élan unitaire, car on a, en face, une désinformation médiatique insupportable. On résiste par internet, et les réunions : une vaste éducation populaire se met en place, le contenu politique antilibéral est décapant. Il y a une détermination, une soif de comprendre, considérables...

Mais surtout, il y a une quasi-certitude d'être encore plus majoritaire dans la population, en symbiose avec la majorité écrasante du salariat, des jeunes, puisqu'il n'y a pas de « oui de gauche » : l'unité est plus large, même les sociaux-libéraux se disent contre le Cpe ! Tout cela augmente la confiance, le sentiment qu'on peut et qu'on doit gagner.

Surtout c'est l'arrogance de la propagande libérale qui énerve : leurs certitudes diffusées sans retenue que les Français sont « hostiles à toute réforme qui pourtant s'impose à eux », que « les salariés ne travaillent pas assez » qu'il faut plus de « précarité », « travailler plus et gagner moins »... Les rires, de salle en salle, sont aux mêmes endroits et les applaudissements aussi : lorsqu'on appelle à se syndiquer, lorsqu'on moque les rotomontades des Parisot, Breton, Villepin, Borloo, lorsqu'on réclame la hausse des salaires, de vrais CDI...

Tout le monde rit quand on explique que ceux qui, sous les directives de Villepin, veulent actuellement ré-écrire tout le Code du travail affirment que c'est parce « le Code du travail qui est trop lourd, trop long, trop compliqué » alors que ce sont les mêmes qui défendaient le Traité constitutionnel européen de 850 articles, qui faisait centaines de pages et d'annexes, pesant 4, 2 kg de papier et qu'ils ne trouvaient pas trop « compliqué » pour le soumettre au vote de 42 millions d'électeurs.

Du particulier au général, dans chaque débat, on part du droit du licenciement, et tout de suite, on reparle de Lu, Danone, Michelin puis de Moulinex et de Hewlett Packard. Lionel Jospin, s'il veut revenir, a intérêt à lâcher du lest sur le droit d'inventaire !

On parle des salaires, et on évoque aussitôt les 84,5 milliards d'euros de bénéfices des entreprises du Cac 40 en 2005, et les 57 milliards d'euros de 2004...

On parle délocalisations et tout de suite de Bolkestein et de Smic unique européen. On cite les « emplois jeunes » et tout de suite vient l'exigence de vrais Cdi. Le Ps n'a pas intérêt à proposer de nouveaux « contrats de qualif. ». On parle chômage et immédiatement de réduction du temps de travail sur la semaine (35 h), et sur la vie (retraite à 60 ans). On parle de « baby-boom d'aprèsguerre », et aussitôt surgit l'idée qu'il faut ouvrir des concours dans la fonction publique. On parle d'être « virés sans motif » et on cite Zola, Germinal, un siècle d'histoire, de combats pour la dignité. On parle « entreprise » et on remet les pendules à l'heure sur l'exploitation. On cite les articles du Code, les jurisprudences, les enjeux des prud'hommes, l'histoire du droit social et de l'inspection du travail, on reparle des inspecteurs assassinés en Dordogne le 2 septembre 2004.

Copyright © Démocratie & Socialisme

Chacun comprend que l'attaque contre le Cpe est un élément de l'attaque d'ensemble contre tout le Cdi, et ainsi de suite, ce sont Chirac, Raffarin, Sarkozy, Villepin qui sont jugés et condamnés. Sans oublier, Mme Parisot, la mauvaise Fée Clochette qui veut répandre la précarité partout et en revenir à l'homme de Cromagnon.

M de Villepin, sans le savoir à ouvert la porte des écoles populaires sur le droit du travail.

Copyright © Démocratie & Socialisme